

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES)

Les Grandes Cosses
18160 Chezal-Benoît

Références : -
Code AIOT : 0010002841

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES) implanté Forges 36160 Pouligny-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES)
- Forges 36160 Pouligny-Saint-Martin
- Code AIOT : 0010002841
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation et l'extension d'une carrière de leptynite, d'une installation de traitement (composée de groupes mobiles) et d'une station de transit de matériaux jusqu'au 4 mai 2036 (avec une fin des extractions au 4 mai 2026).

Arrêté préfectoral complémentaire du 1er juillet 2019 portant transfert de l'autorisation d'exploiter au profit de la S.A.R.L SUREL TP pour les rubriques suivantes :

- **2510-1** (Exploitation de carrières pour une production maximum de 150 000 tonnes/an et 120 000 tonnes/an en moyenne) sous le régime de l'**Autorisation**
- **2515-1-a** (Installation de broyage concassage pour une puissance installée de 650 kW) sous le régime de l'**Enregistrement**
- **2517-1** (Station de transit de produits minéraux) pour une superficie de 80 000 m² sous le régime de l'**Enregistrement**.

Arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021 (présence d'amiante naturel sur 2 zones de la carrière)

Cette carrière a été retenue dans l'inventaire exhaustif réalisé par le BRGM en 2012 sur la présence d'amiante environnemental et classée dans la 2^{ème} classe (carrière pour lesquelles la minéralogie rencontrée est potentiellement celle des amphiboles, mais où des investigations complémentaires de nature uniquement pétrographique apparaissent nécessaires pour confirmer cette nature). Les investigations complémentaires réalisées ont confirmé la présence d'amiante naturel. Des dispositions particulières sur ce sujet ont donc été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021.

Le traitement des matériaux extraits est réalisé à l'aide d'un concasseur mobile et d'un crible mobile.

L'arrêté préfectoral prévoit l'arrêt de l'extraction des matériaux 10 ans avant pour effectuer la remise en état du site dont une partie en plan d'eau, à savoir au 04 mai 2026. Un PAC a été déposé le 30/06/2025 afin de modifier cette échéance, ce dernier n'a pas été instruit car incomplet, ce PAC doit être modifié par l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 01/05/0006, article 2.1.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Extraction à sec et en gradins	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Garanties financières	AP Complémentaire du 01/07/2019,	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 5			
7	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
10	Vibrations tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 04/06/2006, article 3.5.4.6.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	DECHETS	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	DECHETS	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.7	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	AUTOSURVEILLANCE	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3.V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Bassin de collecte des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.3	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/0006, article 2.1.5
Thème(s) : Situation administrative, MODIFICATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs n° SIRET pour sa carrière et le code APE de l'établissement ne correspond pas à son activité principale, il devra donc mettre à jour sa situation administrative. L'exploitant a déposé un PAC le 20/06/2025 qu'il souhaite annuler car son projet a évolué, il ne sera donc pas instruit.</p> <p>En effet, l'arrêté préfectoral n°2006-05-0051 du 04 mai 2006 modifié prévoit l'arrêt de l'extraction des matériaux 10 ans avant la fin afin de procéder à la remise en état en plan d'eau, soit au 04 mai 2026, or il avait été relevé lors de la visite de 2023 (point de contrôle n°12) que la faisabilité de cette remise en état n'était pas réaliste (2 000 000 m3 prévu dans le plan d'eau, or en 2021/2022 seulement 100 000 m3 d'eau avaient été collectés). De ce fait, l'exploitant doit transmettre un PAC pour modifier sa remise en état du site en intégrant une partie remblayage. Il doit également mettre à jour son phasage qui n'a pas été respecté et les garanties financières.</p> <p>L'exploitant envisage dans son 2d temps de modifier la côte NGF de son fond de fouille de plus de 20 m de profondeur (soit 4 fronts de 5 m maximum) pour extraire des matériaux. L'inspection des installations classées a reçu l'exploitant le 05/11/2025 qui lui a fait part du projet, la modification de la côte de fond de fouille est une modification substantielle qui nécessitera le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un nouveau PAC intégrant sa demande de remise en état+ la mise à jour de son plan de phase + le cautionnement des garanties financières mis à jour</p> <p>Écart constaté: PAC déposé le 20/06/2026 incomplet</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3.V

Thème(s) : Autre, GERE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

Constats :

Pas d'écart constaté.

La déclaration annuelle GERE 2023 a été transmise par l'exploitant par mail le 26/02/2025, toutes les déclarations doivent être réalisées avant le 31/03 de l'année N+1, de ce fait les données 2023 transmises n'ont pas pu être intégrées.

La déclaration 2024 a été effectuée 27/02/2025 et les données ont bien été intégrées. L'exploitant a déclaré:

- quantité extraite: 98 874 m³
- quantité déchargée: 14 301 T
- volume d'eau prélevé: 98 874 m³

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Absence de déclaration annuelle des émissions polluantes GERE pour 2021 et 2022. L'exploitant complète les données 2022 sur la plate-forme disponible à l'adresse <https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4

Thème(s) : Autre, Plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis un PAC le 20/06/2025 pour modifier le durée d'exploitation de 20 à 27 ans afin de réduire la période de remise en état fixée actuellement par l'arrêté préfectoral de 2006 à 10 ans. Ce porter à connaissance ne répond pas à la demande de mise à jour du plan de phasage exigé lors de la visite d'inspection de 2023.</p> <p>Le phasage de l'exploitation n'est pas respecté, en effet la phase 3 a été exploitée avant 2017 par la société ROCA et depuis 2019 l'exploitant TP SUREL extrait des matériaux issus de la phase1, phase 2 et phase 4.</p> <p>Le plan de phasage transmis par l'exploitant le 06/02/2025 est incomplet (absences de la bande des 50 m, des surfaces S1/S2/S3, les voies d'accès, les stocks de matériaux...) et ne permet donc pas de suivre l'avancement du schéma d'exploitation.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, le phasage serait en retard suite au contentieux sur la carrière jugé en 2024.</p> <p>L'exploitant doit proposer un plan de phasage cohérent avec son exploitation et s'y conformer et transmettre un plan orienté contenant les informations exigées à l'article 3.7.1.1 de l'AP du 04/05/2006.</p> <p>Écart constaté: non-respect du plan de phasage</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>En l'absence de mise à jour du plan d'exploitation (cf. point de contrôle n°7), il n'a pas été possible de statuer sur la conformité de l'avancement du schéma d'exploitation prescrit à l'article 3.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006. Toutefois, l'exploitant a fait valoir un retard dans l'avancement de l'exploitation sans que l'inspection puisse l'objectiver. Il est rappelé que toute modification du plan de phasage et de remise en état doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance au Préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Extraction à sec et en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.1
Thème(s) : Autre, Carreau de la carrière et gradins
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 240 m NGF. La hauteur de chaque gradin n'excèdera pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis un plan orienté le 06/02/2025, l'inspection a procédé à une vérification des fronts par échantillonnage, la hauteur des fronts est supérieure à 15m au nord-est du site au niveau de la plateforme 2:</p> <p>-271.11-254.79=16.32 m - 270.66-254.98=15.68 m - 270.65-254.86=15.79</p> <p>L'exploitant explique avoir travailler en 2025 certains fronts, il devra transmettre à l'inspection le plan orienté réalisé fin 2025 pour vérifier si les fronts sont passés en dessous de 15 m.</p> <p>Écart constaté: Dépassements hauteur des fronts N-E</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sur le plan d'exploitation de 2020, deux points ont une cote en deçà de 240 m NGF (le minimum étant 239,96 m NGF). Ce point sera ré-examiné dans le plan mis à jour. En l'absence de plan, la hauteur maximale des gradins actuels de 15 m n'a pu être contrôlée.</p> <p>Ceux-ci sont accessibles par chemin d'accès (zones de travail 1 à 4). Une banquette est d'ores et déjà végétalisée au sud ouest du site, au dessus du futur plan d'eau (accès piéton uniquement). Il est précisé que les banquettes doivent rester accessibles tant que l'extraction n'est pas finalisée conformément au plan de l'état final annexé à l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006. Le cas échéant, l'exploitant sollicitera une demande d'aménagement des prescriptions conformément à l'article R. 181-46 via la fourniture d'un porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Bassin de collecte des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.3
Thème(s) : Autre, Bassin

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le bassin de collecte des eaux de ruissellement sera interdit et protégé par un merlon ou tout autre dispositif équivalent. Des panneaux de danger seront disposés à proximité des zones de risques de chute et des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.
Constats : Pas d'écart constaté. Les eaux de ruissellement aboutissent au niveau du futur plan d'eau, au point bas de la zone d'extraction. Une pompe de relevage bridée à 80 m ³ /h assure le rejet vers la Couarde. Une partie des eaux est également utilisée pour l'arrosage des pistes. Le risque de noyade est bien identifié et une bouée et un radeau sont positionnés à proximité Il n'y a pas de panneau signalant le risque de noyade ni de moyen de secours à proximité. Le jour de l'inspection, il y avait peu d'eau au point bas du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les eaux de ruissellement aboutissent au niveau du futur plan d'eau, au point bas de la zone d'extraction. Une pompe de relevage bridée à 80 m ³ /h assure le rejet vers la Couarde. Une partie des eau est également utilisée pour l'arrosage des pistes (dispositif et mise en œuvre constatée lors de la visite). Il n'y a pas de panneau signalant le risque de noyade ni de moyen de secours à proximité. Le jour de l'inspection, peu d'eau est observée au point bas du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2019, article 5
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination dut montant des

garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 5 périodes récapitulées dans le tableau ci après.
<p>Constats :</p> <p>Le PAC transmis par l'exploitant le 20/06/2025 ne répond pas à la demande de mise à jour du plan de phase et des garanties financières y afférentes. En lien avec l'écart du point 3, l'exploitant n'a pas pu déterminer les garanties financières à cautionner car il ne dispose pas des surfaces S1/S2 et S3 nécessaires au calcul. L'exploitation de la carrière ne respecte pas le plan de phasage de l'arrêté préfectoral du 04 mai 2006, elle est actuellement réalisée de façon simultanée sur les phases 1, 2 et 4.</p> <p>L'exploitant doit réalisé un plan orienté à jour avant le 01 février de l'année en cours, il devra alors cautionné les garanties financières calculées à partir des surfaces S1, S2 et S3 mesurées et du nouveau TP01.</p> <p>L'exploitant a prévu de transmettre prochainement un PAC qui permettra me mettre à jour sa situation.</p> <p>Écart constaté: garanties financières non-actualisées</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.2.1
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage-suivi des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection un registre dans lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux [...], un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
Constats :

L'exploitant dispose d'un registre chronologique sous tableur Excel où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants, matériaux destinés au remblais des zones excavées sur site, il est classé à ce titre sous la rubrique 2517-1 station de transit de produits minéraux solides en enregistrement. Ce registre est incomplet et ne permet pas de tracer l'origine, le transport, l'absence de polluants et la localisation et également les parcelles cadastrales de destination sur la carrière des terres excavées et sédiments.

Le registre chronologique doit être dématérialisé depuis le décret du 25 mars 2021, suite à l'arrêt de l'application RNDTS au 1er mai 2025 et sa migration sous l'application TRACKDECHETS, une tolérance avait été accordée aux exploitants jusqu'au 31 décembre 2025.

L'exploitant ne traçait pas les matériaux entrants sur site sur la plateforme dématérialisée, il doit donc mettre en place le registre des terres excavées et sédiments entrants en place, ce dernier contiendra à minima les informations exigées dans l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021, les données depuis 2021 et antérieures à la mise en service devront également être tracées.

Cet écart avait déjà été constaté lors des visites d'inspection du 23/07/2021 et 31/05/2023.

Écart constaté: Traçabilité des déchets de matériaux entrants non-dématérialisé et informations tracées incomplètes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.1.1

Thème(s) : Autre, NC3* visite 23/07/2021

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2023

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année.

Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,

<ul style="list-style-type: none"> - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures [...], des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, ...) seront consignées dans une annexe à ce plan.</p> <p>Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vu de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.</p> <p>Le plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 01^{er} février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan devra être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé le plan de repérage pour l'année 2024 (Relevé du 06.02.2025), le 26 février 2025 qui était incomplet.</p> <p>Le plan orienté 2025 (Relevé du 07-01-2026) transmis le 07 janvier 2026 a été complété, cependant les surfaces S1, S2 et S3 ne sont pas renseignées, seules leurs localisations est identifiées sur le plan.</p> <p>Les surfaces défrichées, décapées, remises en état et en cours de remise en état. sont nécessaires au calcul des garanties financières.</p> <p>Cet écart avait été relevé lors des visites d'inspection du 23/07/2021 et 31/05/2025.</p> <p>Écart constaté: Plan orienté incomplet</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.2
Thème(s) : Autre, Plan de tir
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives [...] Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, entre 11 heures et 13 heures [...] La charge maximale instantanée de produits explosifs est limitée à 110 kg [...]</p>
Constats : <p>Pas d'écart constaté. L'inspection a réalisé, sur les années 2024 et 2025, la vérification des documents de tirs transmis par l'exploitant afin d'établir l'avis sur la demande d'arrêté UDR, émis par la préfecture le 12 août 2025. L'exploitant a bien respecté la charge maximale autorisée,</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vibrations tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2006, article 3.5.4.6.1
Thème(s) : Autre, Vitesse particulière
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction [...].</p>
Constats : <p>La vitesse pondérée n'est pas systématiquement renseignée (par échantillonnage les mesures de janvier et février 2026 ne la renseigne pas). Les valeurs brutes ne dépassent pas le seuil de 10 mm/s au niveau de l'habitation la plus proche mais le résultat doit être exprimé en valeur pondérée. Dans le courriel transmis par l'exploitant le 09/12/2025, il transmet le document de tir de</p>

novembre 2025 et écrit: "Suite à votre question concernant la vitesse pondérée.Celle-ci est bien indiquée pour les capteurs posés sur les habitations (voir 2ème cercle rouge). Le premier étant un capteur sur une zone non habitée, il n'y a pas de vitesse pondérée pour cela."

Cette donnée doit être systématiquement renseignée sur les 2 points de mesure, sauf s'il ne s'agit pas d'un bâtiment occupé, habité ou affecté à une activité humaine et les monuments.

L'exploitant devra justifier le choix des lieux d'implantation des 2 sismographes et renseigner pour chaque tir la vitesse pondérée.

Écart constaté: Vitesse pondérée non-renseignée dans les documents de tirs

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS

Thème(s) : Risques chroniques, PGDE

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation de matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- La caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- Le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- La description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- En tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- La description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- Les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- En tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- Une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- Les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des

déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE).
Ce document doit être mis à jour tous les 5 ans et transmis à l'inspection des installations classées.

Écart constaté: Absence de PGDE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS

Thème(s) : Risques chroniques, ACTUALISATION PGDE

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le PGDE, selon ces déclarations ce document aurait été réalisé par les anciens exploitants. L'exploitant actuel dispose d'un arrêté portant transfert au profit de SARL GUY SUREL datant du 1er juillet 2019, il doit donc à minima réviser l'ancien PGDE, s'il existe, puisque sa révision est exigée tous les 5 ans.

Écart constaté: Absence de PGDE révisé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, INSTALLATIONS ELECTRIQUES
Prescription contrôlée : [...].Des organismes agréés ou reconnus procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur:[...] les installations électriques,[...].
Constats : L'exploitant a consulté lors de la visite un rapport électrique réalisé LE 30/09/2025 (rapport n°134547561-001-1) présentant 22 non-conformités récurrentes et 6 nouvelles. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le rapport Q18 relatif à ce contrôle et procéder à la mise en conformité des installations électriques afin de lever les écarts récurrents. Écart constaté: Rapport électrique présentant des non-conformités récurrentes non-levées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : AUTOSURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats :

L'exploitant ne dispose pas d'un compte GIDAF pour la transmission de l'autosurveillance. Il doit déposer ces résultats de mesures de rejet des eaux dans le milieu naturel (La Couarde) semestriellement et les mesures de retombées de poussières. Ces analyses ne sont pas réalisées par l'exploitant.

En 2025, une seule mesure des eaux de rejet dans la Couarde a été réalisée par le laboratoire TERANA NIEVRE le 30/06/2025 (dossier 250701139082-01), le 12/12/2025 l'exploitant a transmis à l'inspection un document attestant des agréments, valides du 22-05-2025 au 22-05-2030, sur les mesures à réaliser sur les rejets.

Écart constaté: L'exploitant ne renseigne pas les données d'autosurveillance de son site sur l'outil GIDAF

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois